

Être universitaire ne doit pas devenir un crime SOUTIEN À PINAR SELEK

Poursuivie pour « crime de sociologie » selon son expression, notre collègue Pinar SELEK, sera à nouveau jugée ce vendredi 31 mars à Istanbul.

Sociologue, écrivaine, militante féministe, antimilitariste et pacifiste, Pinar SELEK subit depuis 25 ans une persécution judiciaire constante de la part du pouvoir turc, parce qu'elle n'a pas voulu révéler l'identité des personnes kurdes qu'elle avait interrogées lors d'une enquête sociologique menée à la fin des années 1990. Malgré les tortures et malgré son emprisonnement pendant deux ans.

Après sa libération fin décembre 2000, puis son exil en France fin 2011, elle a été jugée en 2006, 2008, 2011 et 2014. À chaque fois, elle a été acquittée. À chaque fois le pouvoir turc a déposé un recours. Accusée d'avoir déposé une bombe ayant explosé sur le marché aux épices à Istanbul, faisant 7 morts et 121 blessés, toutes les expertises ont montré que le drame était dû à l'explosion accidentelle d'une bouteille de gaz.

Sous différentes formes, les libertés scientifiques ou académiques – liberté d'enseignement, de recherche et d'expression – sont aujourd'hui partout menacées. Mais elles sont l'essence même de l'université. Tout comme la liberté de la presse, elles sont une condition essentielle de toute société démocratique. Elles sont d'ailleurs le plus souvent simultanément attaquées.

Réaffirmant qu'être universitaire ne doit pas devenir un crime, la direction nationale du Syndicat national de l'Enseignement supérieur (SNESUP-FSU), sera présente au procès qui aura lieu ce vendredi 31 mars à Istanbul, tout comme plusieurs représentants de ses sections locales, celle de l'université de Nice où notre collègue est aujourd'hui en poste ou encore celle de l'université de Strasbourg où elle a réalisé une thèse de doctorat. ■

Paris, le 29 mars 2023

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)